



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 421 /DDPP/2016
portant mise en demeure

Le préfet de la Loire

VU le titre Ier du livre V et le titre VII du livre Ier code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1 et L. 171-8,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°10/DDPP/2014 du 8 janvier 2014 réglementant les activités exercées par la S.A.R.L. SERMACO dans ses installations sises à LA RICAMARIE, Impasse René Varennes, Z.I. du Bayon,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 30 août 2016, faisant suite à l'inspection du 28 juillet 2016 de la société SERMACO située Impasse René Varennes, Z.I. du Bayon sur la commune de LA RICAMARIE, constatant que la société SERMACO ne respecte pas certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n°10/DDPP/2014 du 8 janvier 2014 en particulier au niveau des dispositions constructives relatives à la défense incendie,

CONSIDERANT que l'absence de réalisation de certains murs coupe-feu est susceptible de constituer un risque pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de la société SERMACO pour son site situé Impasse René Varennes, Z.I. du Bayon sur la commune de LA RICAMARIE, de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire,

ARRETE

Article 1 – Stockages :

La société SERMACO, pour son site situé Impasse René Varennes, Z.I. du Bayon sur la commune de LA RICAMARIE, est mise en demeure, **dans un délai de 3 mois** de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 et notamment l'article 9-3-1, en procédant à la construction des murs coupe-feu en limite de propriété dans la continuité de l'auvent construit en 2015, des murs coupe-feu du bâtiment CSR, et des murs coupe-feu en limite de propriété avec la parcelle cadastrale AY 49.

Article 2 – Suites pénales:

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 – Délais et recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

1) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 5 – Exécution :

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, Monsieur le maire de LA RICAMARIE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la mairie de LA RICAMARIE et à la société SERMACO. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 13 OCT. 2016

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Copies adressées à :

- Société SERMACO

Z.I. du Bayon

Impasse René Varennes

42150 LA RICAMARIE

- Monsieur le maire de LA RICAMARIE

- Inspection de l'environnement DREAL UT 42/43

- Archives

- Chrono

Gérard LACROIX